

Éditorial

DIDIER LE DU



Petit prix

Le spectre du manque de nourriture inhérent à l'épisode sanitaire de mars 2020 semble désormais aussi loin que Voyager-1 dans l'espace interstellaire. Les menaces sur le pouvoir d'achat renforcent en revanche « la sensibilité à l'égard des prix », observe le Crédoc. Plus

question dans ces conditions de mettre les petits plats dans les grands comme en 2020, année record depuis 1960 pour les dépenses alimentaires. Qu'elle semble à des années-lumière l'époque – il y a seulement 1 an ! – où le consommateur plébiscitait le circuit court et les samedis passés à cuisiner. On ferme le livre de recettes et on ouvre la barquette. La nouvelle cuisine 2021 a comme un air de déjà vu : du pratique et du pas cher. Juste change le nom : on ne dit plus « produit industriel transformé » mais « kit repas personnalisé ».

Les enseignes de discount profitent avec gourmandise de ce retournement de situation. Selon le cabinet Kantar, les magasins à bas coût ont séduit de nombreux clients depuis un an. L'ouverture à tour de bras de magasins low cost est le miroir de l'engouement du consommateur à payer moins cher. Face à la situation, la grande distribution traditionnelle allume des contre-feux en multipliant les campagnes publicitaires où s'affichent des prix alimentaires anormalement bas.

Dans une position quasi schizophrénique qui consiste à maintenir un prix bas pour le consommateur et un prix haut pour les agriculteurs, les gouvernements successifs tentent depuis 13 ans – depuis la Loi de modernisation des entreprises (LME) de 2008 – de jouer les arbitres. Sans succès véritable. Aujourd'hui, le projet

de loi

« Egalim 2 » apparaît bien dérisoire dans cet univers d'appétits aiguisés par le profit à tout prix. Par le profit à n'importe quel prix.

Le miroir de l'engouement du consommateur à payer moins cher.

Jean-Ph
avec les
une tech
en place
sur l'élev